

et

SOCIÉTÉS

Bulletin Mensuel d'Informations Démographiques, Économiques, Sociales

Présence de la démographie

POURQUOI créer un bulletin d'informations *démographiques, économiques et sociales* ? C'est que le nombre et la qualité des êtres étant le fondement de n'importe quel phénomène social la population est une donnée permanente, essentielle et trop souvent négligée de tous les problèmes économiques, de toute politique sociale.

La densité des populations, leur structure par âge, par activités, leur rythme de renouvellement et de croissance ont autant d'importance dans la vie d'une société que le niveau technologique ou le degré d'accumulation du capital. D'ailleurs ces données démographiques sont en étroite interaction avec les facteurs proprement économiques et technologiques : tels pays en voie de développement, dépourvus de capitaux et d'épargne mais affligés d'un taux de croissance annuel de la population de 2 à 3 % auront du mal à « décoller » c'est-à-dire à améliorer leur niveau de vie, à préparer leur accession au statut de pays industriels sans une réduction vigoureuse de ce taux de croissance alors que telles autres nations dotées de plus de capitaux que d'hommes verraient leur croissance à long terme condamnée par la stagnation démographique et le vieillissement corrélatif de la population.

Les recherches sur l'optimum démographique auxquelles est attaché le nom de M. Alfred Sauvy depuis près d'un quart de siècle ont rendu familière aux spécialistes cette notion de l'imbrication économie-population ; elle est loin d'être connue, comprise, admise par le grand public.

N'est-il pas paradoxal d'ailleurs, que nos contemporains, dans l'interprétation des faits sociaux mettent si facilement l'accent sur la machine, les découvertes, l'argent qui sont devenus le merveilleux de notre temps et si peu

sur l'être humain qui constitue pourtant cette société ! Mais c'est là une autre histoire !

A dire vrai, même l'économiste est souvent surpris de constater combien le facteur population est négligé, soit dans la prise de décision, ce qui est périlleux, soit dans l'explication des politiques choisies, ce qui est psychologiquement maladroit car c'est se priver souvent d'une incontestable justification.

Lorsque certains pays pauvres essentiellement agricoles, où la population n'a pas la possibilité de travailler plus de 100 jours par an, appliquent leurs très faibles ressources ou celles bien modestes que le monde riche leur octroie, soit à se doter d'un équipement agricole mécanique ultra-moderne éliminant l'homme, soit à une installation automatisée créatrice de très peu d'emplois, ces nations méconnaissent le fondement même des rapports entre développement économique et problème de population. Ce qui est bon dans le Middle-West ou dans l'Aisne peut devenir tragique aux Indes ou en Afrique.

Il est également surprenant qu'à l'occasion de débats sur les mérites et problèmes comparés des économies des membres du Marché commun, il soit fait allusion bien rarement aux différences profondes en matière de population. Ainsi pour comprendre des comportements économiques il paraît aussi important de se rappeler que chaque Français doit en moyenne entretenir 3 à 4 fois plus de kilomètres de routes et de lignes de chemin de fer que chaque Allemand que de connaître les rapports entre la fiscalité directe et indirecte payée par l'un et l'autre. Ne serait-ce que du fait que les écarts de densité permettent d'expliquer déjà bon nombre des différences d'attitude et de politiques économiques.

L'aménagement du territoire est à la mode et pas seulement en France ; l'effort italien d'industrialisation du Mezzogiorno, la reconquête hollandaise des polders en offrent de bons

exemples; or, ces politiques d'aménagement de l'espace sont très largement commandées par des aspects démographiques : arbitrer les priorités entre le développement du bassin parisien et l'essor des métropoles d'équilibre, entre le canal Rhin-Rhône et l'équipement de l'Ouest et du Sud-Ouest sans faire entrer en compte les surcoûts dus, soit à une trop forte, soit à une trop faible occupation du sol, serait certainement antiscientifique et probablement nuisible à l'intérêt général.

L'analyse économique rebute les meilleurs esprits, ennuie l'honnête homme, répugne au simple citoyen sans prétention intellectuelle, aussi comprend-on le peu d'écho qu'ont rencontré les voix qui osaient ajouter à un domaine déjà si rébarbatif un élément supplémentaire. En revanche, l'opinion est bien plus sensibilisée et accessible aux problèmes sociaux et les mécanismes de toute politique sociale sont simples à démontrer et à exposer; il est donc curieux que les facteurs et les données concernant la population soient également dans ce domaine si souvent négligés ou passés sous silence. Pourtant, l'essentiel de la politique sociale ne consistait-il pas à transférer revenus et pouvoirs d'achat des actifs, de la population qui produit et travaille, aux non-actifs : les retraités, les enfants et les jeunes non encore intégrés à cette vie active; pour les premiers, le transfert s'opère pour une grande part, au moyen des retraites, pensions et allocations, pour les autres, soit au sein de la famille, soit au niveau national par le budget de l'éducation nationale.

Or, le simple bon sens permet de saisir que c'est le travail, la production des actifs qui fera vivre les non-actifs et qu'en conséquence la proportion des uns et des autres dans la société déterminera les possibilités de cette politique sociale; mais à son tour, cette proportion ne sera-t-elle pas sous la dépendance de la structure par âge de la population? Si deux pays voisins avaient les mêmes régimes et charges de scolarité et de retraites et une différence de 2 à 3 % dans le rapport entre actifs et non-actifs, toutes choses égales, notamment à productivité individuelle égale, il est évident que la population ayant le pourcentage le plus élevé d'actifs aurait un niveau de vie plus élevé. Ce sont là des constatations qui relèvent de l'arithmétique élémentaire. On pourrait en faire d'autres analogues à l'occasion du peuplement des villes nouvelles et de leurs infrastructures sociales, des logements, du chômage localisé et de tant d'autres thèmes dans lesquels les modalités démographiques jouent un rôle majeur.

La démographie ne constitue pas seulement le substratum de bien des phénomènes relevant de la création et de la répartition des richesses, elle conditionne plus qu'on ne le croit la psychologie, les attitudes et le comportement de l'être humain. Que l'on réfléchisse un instant au fait suivant : au début du XVIII^e siècle, l'espérance de vie à la naissance était de 25 années.

Moins de la moitié des enfants nés vivants atteignaient l'âge du mariage, Aujourd'hui, cette espérance de vie dépasse 70 ans, et 95 % des nouveaux-nés parviennent à 20 ans. Hier, la mort était la compagne permanente de l'homme, car elle était omniprésente, les parents voyaient mourir plus de la moitié de leurs enfants et la plupart de ceux-ci avaient perdu au moins l'un de leurs parents avant leur 15^e année. Aujourd'hui, la mort apparaît, lorsqu'elle frappe avant la vieillesse, comme une injustice, un coup du sort, un accident dramatique.

Hier, la vie commune du couple excédait rarement 15 à 20 ans; elle atteint couramment, désormais, 40 années. Ces prodigieuses modifications des événements démographiques en moins de deux siècles, impliquent et entraînent un bouleversement complet des valeurs, des notions sur la vie et le bonheur, des attitudes et des relations au sein de la famille et de la société et perturbent le champ de la psychologie et de la sociologie tout autant que celui de l'économie. Aussi lorsque les prévisionnistes nous annoncent que la population du globe aura doublé dans 35 ans quoi qu'on fasse, on pressent qu'au cours du siècle à venir les problèmes relatifs à la population, que celle-ci explose ou que l'homme la maîtrise; joueront un rôle majeur dans les rapports humains.

Enfin il est un autre domaine qui touche intimement tous les êtres humains, inséparable de la démographie; il s'agit de la famille, de son équilibre et de son harmonie dont dépendent le bonheur, la croissance heureuse des enfants, morale et physique.

Le médecin, le psychologue, l'enseignant savent combien la dimension de la famille et sa constitution sont déterminantes à l'égard de l'épanouissement des enfants et de la bonne adaptation des adultes à la vie sociale; la démographie se trouve donc ici encore présente : toile de fond inséparable de l'histoire du couple comme elle l'est de l'histoire économique ou sociale de la communauté.

Notre objet et notre désir seront donc d'expliquer et d'analyser dans ce bulletin les phénomènes sociaux entendus au sens le plus large, qu'ils concernent la France, l'Europe, le monde, à la lumière des connaissances et des réalités démographiques.

Nous explorerons également le champ des sciences humaines dont l'ampleur garantit l'ouverture de ce bulletin pour y recueillir le fruit des meilleures études et recherches afin de les faire connaître, en les condensant et simplifiant sans les trahir.

L'homme actuel et la démocratie ont besoin d'une information rapide, claire, objective; le format du support, la volonté des initiateurs, la tradition de l'entreprise éditrice sont une garantie de l'observation de cette triple exigence de l'information moderne.

QUELQUES CHIFFRES

Immigration et natalité.

Il s'est avéré que les prévisions de natalité établies en 1954 compte tenu des connaissances en 1951-1953, n'ont pas concordé avec la natalité effective. Le tableau ci-dessous montre à quel point les naissances réelles excédaient les anticipations. Les calculs ne pouvant être mis en cause, comment expliquer cet écart systématique en plus ? La fécondité a-t-elle été supérieure aux chiffres pris pour base de la prévision ou quelque autre élément non prévu à l'origine les a-t-il faussées ?

Deux études récentes de MM. Nadot (1) et Pressat (2) permettent d'élucider la question.

Les prévisions avaient été établies sur la base des nombres moyens suivants : 2,3 naissances vivantes par mariage en 1954, puis un taux déclinant de 0,01 par an jusqu'à 2,20 en 1964. Or la fécondité effective a été supérieure dans ces dix années oscillant entre 2,35 et 2,40 ; en outre la propension au mariage a été légèrement supérieure aux prévisions.

Environ les deux tiers de l'écart constaté entre les prévisions et les chiffres observés correspondent à des naissances pour lesquelles au moins l'un des parents est un immigré.

Dans le tableau ci-dessous où nous n'avons retenu pour ne pas l'alourdir que les années impaires et 1966 nous présentons en première ligne les naissances vivantes, en deuxième ligne les perspectives établies en 1954. La troisième et la quatrième ligne consistent dans une évaluation des naissances avec un taux de fécondité constant de 2,35 soit sans immigration (c'est la troisième ligne) soit avec l'immigration (quatrième ligne).

Les comparaisons pour une même année des 4 chiffres permettent d'isoler l'effet nataliste

important de l'immigration et complémentaire d'une fécondité plus élevée que prévue, du moins jusqu'en 1965.

En revanche les chiffres des deux dernières années 1966 et 1967 illustrent la réduction de la fécondité puisque par exemple en 1967 on s'aperçoit que les 835.000 naissances n'équivalent plus qu'à un nombre de naissances par mariage de 2,25 et non de 2,35 ou 2,40. Or 2,25 est le chiffre le plus faible observé depuis 1946.

(1) R. NADOT. — Effet de l'immigration sur la natalité en France depuis 1953. *Population* N° 3, 1967.

(2) R. PRESSAT. — Les aléas de la natalité française. *Population* N° 4, 1967.

J. Mercier

IDÉES ET REVUES

Efficacité personnelle et collective des attitudes contraceptives

L'étude mathématique d'un modèle réalisé par M. Jacquard de l'I.N.E.D. pour traduire l'efficacité des attitudes du couple, en pays développés, quant à la procréation apporte une intéressante lumière sur un sujet aussi controversé qu'il est mal connu du public. (1)

Précisons d'abord que dans ces pays, les nôtres, la fécondité naturelle, statistique des femmes mariées sans aucune pratique contraceptive serait de 9,2 enfants soit pour l'ensemble d'une population compte tenu des non-mariées de 8,6 ce qui correspond à un accroissement annuel de 4,4 % de la population (il est de 0,6 % en France) et a un doublement de celle-ci tous les 15 ans.

Avec une attitude à l'égard de la contraception efficace de 50 % (à l'égard de son retardement) à 70 % (à l'égard de son arrêt), le taux de croissance de la population tomberait à 3,2 à 3,4 % annuellement (doublement en 24 ans).

Si l'attitude est efficace à un niveau de 90 à 95 %, le taux d'accroissement annuel de la population tombe à 1,1 %, si l'objectif visé, par les familles est de 2 à 3 enfants. Une telle efficacité n'est pas encore satisfaisante pour le couple puisque les 2/3 des femmes ne désirant que 2 enfants en auront 3 ou davantage, en revanche elle l'est du point de vue collectif car elle s'approche d'une maîtrise de la croissance globale. Le modèle mathématique permet en outre de constater qu'actuellement en France, l'efficacité des attitudes à l'égard de la contraception est au moins égal et probablement supérieur à ce niveau.

Si l'efficacité de l'attitude atteint 90 % en matière de retardement des naissances et 99 % pour l'arrêt de celles-ci, le taux annuel d'accroissement de la population qui s'ensuit baisse encore et dépend davantage de l'objectif familial du couple : s'il est de 1 enfant, il conduit à un taux négatif de - 2 % par an, s'il est de 3 enfants, le taux serait encore de + 1 %, c'est dire que l'effectif de la population en une génération diminuerait de 44 % dans la première hypothèse, augmenterait de 36 % dans la seconde.

On voit que l'efficacité des pratiques contraceptives dépend à la fois de l'attitude et des procédés employés ; le modèle de simulation de M. Jacquard montre que lorsque l'efficacité approche de 100 %, ce qui dorénavant dépendra davantage des procédés que de la rigueur dans leur emploi, l'attitude du couple quant à la taille idéale de sa famille aura un effet décisif sur le devenir de la population.

Ces remarques permettent de distinguer 2 notions souvent mêlées : la planification familiale et la limitation des naissances. Pour être satisfaisante du point de vue individuel, la première doit recourir à des procédés d'une efficacité extrême ; la seconde peut se contenter de moyens plus sommaires, la très lente croissance de la population française depuis un siècle et demi en est la preuve. Mais à partir du moment où la planification familiale atteint l'efficacité maximum, l'attitude d'esprit du couple à l'égard du nombre d'enfants souhaités est décisive quant à l'évolution de la population.

(1) La reproduction humaine en régime malthusien. Un modèle de simulation par la méthode de Montecarlo, *Population* n° 5 - 1967.

(en milliers) 55 57 59 61 63 65 66 67

— Naissances observées	802	813	826	835	865	862	860	835
— Naissances prévues en 1954 (2,30 à 2,20 enfants)	791	772	750	725	706	697	701	706
— Naissances prévues avec taux de 2,35 enfants.....	795	797	788	776	777	771		
— Naissances avec 2,35 et l'immigration	813	801,5	811	822,8	843,5	855	867	868,5

Opinion et population.

La section de psychosociologie de l'I.N.E.D. dirigée par M. A. Girard a effectué en décembre 1967, une enquête sur l'attitude de la population à l'égard des problèmes de natalité.

Comme pour les sondages antérieurs les premières questions portaient sur la dimension idéale de la famille ; 51 % des réponses allaient à 3 enfants, 35 % à 2 ; 2,4 % à moins de 2 et 11,5 % à 4 et davantage.

Quelle différence dans les attitudes depuis 1959 ? Une sorte de condensation sur le modèle 3 enfants qui n'avait alors réuni que 41,4 % des réponses et une sensible diminution de l'image 4 enfants et plus.

La dimension idéale moyenne que l'on déduit de l'ensemble des réponses varie peu : 2,73 contre 2,77 enfants en 1959, mais elle était supérieure en 1947 (2,88). La majorité des enquêtés (68 %) estiment que l'augmentation du nombre des enfants fait baisser le niveau de vie des familles, ce qui n'étonnera pas.

Une autre série de questions concernait l'estimation du nombre réel d'enfants par famille. Assez curieusement, le nombre moyen résultant des réponses est supérieur à la dimension idéale précédemment dégagée (2,89 au lieu de 2,73). Là encore, les deux images 3 enfants (48,1 %) et 2 enfants (31,4 %) polarisent les réponses et le dépassement provient surtout du plus grand nombre de réponses pour 4 enfants que dans la question sur le modèle idéal.

En 1959, le nombre moyen était sensiblement supérieur 3,24 et il n'a pas cessé de baisser contrairement à celui concernant la dimension « idéale ».

Or, la descendance effective moyenne, compte tenu des ménages sans enfant, est de 2,4 par famille et les personnes interrogées estiment, lorsqu'on les en informe, que c'est là un chiffre convenable, dans la proportion de 70 %. Il est donc étonnant, qu'ensuite, 28 % des interrogés, pensent que le nombre des naissances actuelles est « trop élevé » et seulement 14 % « pas assez élevé » (54 % estiment ce nombre convenable). La comparaison des sondages des douze dernières années montre que

le pourcentage des « trop élevé » diminue et que celui des « pas assez élevé » augmente légèrement. Plusieurs constatations peuvent être dégagées : il existe une corrélation entre la surestimation du nombre des naissances et le jugement porté sur la natalité, on la juge d'autant trop élevée qu'on la surestime ; d'autre part l'ignorance du public est grande en ces matières, c'est ainsi qu'entre 1/3 et 1/4 le public situe la natalité française par rapport à l'étranger de façon erronée en surevaluant la nôtre.

Beaucoup d'autres questions portant sur la population par rapport à l'emploi, au vieillissement, à la régulation des naissances, à l'aide aux familles, avaient été posées dans l'enquête sur lesquelles nous reviendrons.

Dégageons toutefois pour conclure les attitudes globales à l'égard de la population obtenue par le croisement et la combinaison des réponses aux questions posées, on peut les ramener à cinq :

« natalistes » convaincus	11 %	} 25 %
« natalistes » modérés	14 %	
« antinatalistes » modérés	20 %	} 25 %
« antinatalistes » convaincus	5 %	
positions intermédiaires	36 %	

Mais le groupe intermédiaire éclate lorsqu'on pose la question relative au bien fondé des mesures gouvernementales prévues pour empêcher la poursuite de la diminution des naissances récemment constatée ; parmi les 36 %, 21 % apparaissent plutôt antinatalistes, 9 % plutôt natalistes et 6 % indécis.

Il semble donc, tout compte fait, qu'une majorité du public soit actuellement opposée aux mesures en faveur de la famille. Est-ce à proprement parler du malinisme ou la crainte de devoir supporter la charge de ces mesures plutôt que d'en être les bénéficiaires ? La question mériterait une recherche sur les motivations. Le fait que l'on est d'autant plus nataliste qu'on est plus jeune, en même temps qu'il est significatif, milite dans le sens de la seconde interprétation ; également le fait que l'on est d'autant moins nataliste que l'on dispose d'un niveau de vie plus faible.

P.L.

Psychologie du chômage.

En France, les sondages traduisent une véritable hantise du chômage. La dernière enquête de l'I.N.E.D. dont nous rendons compte partiellement ci-contre, comportait quelques questions sur le sujet. Or, 62 % des personnes interrogées, répondaient que le nombre des emplois ne peut pas suivre la progression numérique de la population.

D'autres questions portaient sur l'évolution souhaitable de cette population et sur la raison des préférences exprimées : si 61 % des enquêtés se prononçaient pour sa stabilité, 27 % pour son augmentation et 7 % pour sa diminution, il est frappant que 33 % des personnes préférant la stabilité ou la diminution justifiaient ce choix par « la crainte du chômage ou le manque de débouché »

On ne s'étonnera pas que cette inquiétude soit accrue par la situation actuelle de l'emploi.

Cette sensibilité de l'opinion au « trop plein » humain, est aggravée par le fait qu'elle pense que le chômage frappe essentiellement les jeunes : 92 % des personnes interrogées estiment que les jeunes ont du mal à trouver du travail.

Ainsi la peur du chômage et la peur du surpeuplement sont-elles étroitement liées dans le subconscient des Français. La stagnation presque complète du nombre des actifs en France durant plus de vingt ans ne doit pas être étrangère à cet état d'esprit ; or, pendant cette période d'après guerre, la population et le nombre des emplois en Allemagne et en Hollande croissaient énormément sans apparence de chômage et s'accompagnaient d'une élévation du niveau de vie notable.

Cette attitude d'esprit, propre aux Français qui considèrent le chômage comme une conséquence de la croissance de la population serait parfaitement valable dans certains pays du Tiers Monde ; elle est contestée par les faits dans les nations industrielles où l'augmentation des emplois demeure compatible avec les ressources d'investissement.